



Conseil national
de l'information statistique

Paris, le 10 novembre 2011 – N°163/D030

Commission TERRITOIRES

Programme statistique 2012

<u>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'EMPLOI.....</u>	<u>2</u>
<u>Insee --Direction de la diffusion et de l'action régionale (DDAR)</u>	
<u>- Réseau de l'action régionale du DAR.....</u>	<u>2</u>
<u>MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET</u>	
<u>DE L'IMMIGRATION.....</u>	<u>13</u>
<u>Direction générale des collectivités locales (DGCL).....</u>	<u>13</u>
<u>MINISTÈRE DE LA VILLE.....</u>	<u>19</u>
<u>Secrétariat général du Comité Interministériel des Villes.....</u>	<u>19</u>
<u>EXTRAITS DE PROGRAMMES STATISTIQUES 2012 ET AUTRES SERVICES STATISTIQUES</u>	
<u>PUBLICS.....</u>	<u>24</u>

1. Synthèse

La direction de la diffusion et de l'action régionale conduit trois types d'actions en matière de production et diffusion des données régionales et locales

1.1. L'animation du réseau des services d'« études et diffusion » des directions régionales

Le département de l'action régionale de l'Insee anime le réseau des 24 « services d'études et diffusion » des directions régionales. Leur action comporte trois volets : un socle commun de publications régulières (bilan économique et social, situation démographique, notes de conjoncture, ...) ; des études en partenariat avec les principaux acteurs publics en région en fonction de la demande; une activité de conseil et de relais auprès des acteurs publics pour accompagner la diffusion des données locales via le site « insee.fr ». Ainsi chaque année, un nombre important d'études (environ 300 en 2010, consultables sur **insee.fr-régions**) sont réalisées en partenariat avec les services de l'État ou les collectivités territoriales pour répondre aux questions d'ordre économique ou social que les décideurs publics posent dans le cadre de la mise en place, du suivi et de l'évaluation de leurs actions. Ces « front-office » s'appuient sur des pôles de service et d'ingénierie statistique-« back-office », également pour la plupart implantés en région, chargés d'élaborer et mutualiser un ensemble de méthodes harmonisées pour ces travaux. Ces études en partenariat comportent parfois des collectes de données par enquêtes régionales, le plus souvent **extensions d'enquêtes nationales (cf. annexe 1)**.

1.2. La production de données régionales et locales, de zonages et d'indicateurs de référence

Ce réseau concourt aussi à la production, à la mise à disposition de données régionales et locales dans les domaines où les résultats des grandes opérations statistiques nationales doivent être complétés par des dispositifs spécifiques :

- **les agrégats régionaux calés sur la comptabilité nationale** (valeurs ajoutées, PIB, revenus disponibles bruts des ménages, comptes régionaux des administrations publiques locales). Les valeurs ajoutées par région sont transmises chaque année à Eurostat pour le calcul des PIB régionaux, ainsi que les revenus disponibles par région. En 2012, seront valorisées les séries en nouvelle base de PIB et de revenus disponibles bruts ;

- **la connaissance locale de l'appareil productif** : les données annuelles de la source « **Clap** » sur les effectifs et les salaires millésimés 2010 seront mises à disposition mi-2012. Ce dispositif sera désormais complété par Le **Fichier Économique Enrichi (FEE)** : il s'agit d'enrichir **Clap** de données économiques sur les établissements ou les entreprises auxquels ils appartiennent afin d'améliorer les diagnostic de territoire. Un premier fichier, prévu fin 2011 sera complété au cours de l'année 2012 ;

- **les revenus fiscaux et revenus disponibles localisés** : en 2012, seront diffusés les données de revenus fiscaux localisés 2010 par commune et 2009 par quartier, ainsi que les revenus disponibles localisés 2009 par département et région. Les réflexions entamées en 2011 afin de disposer de revenus disponibles finement localisés se poursuivront en 2012 : il s'agit de redéfinir les modalités de diffusion de ce futur fichier prévu pour 2013 et de produire au niveau local les indicateurs de pauvreté et de niveau vie actuellement limités au niveau départemental ;

- Les estimations **d'emploi et de chômage** localisés par zone d'emploi : le dispositif Estel, produit désormais des estimations du nombre de personnes en emploi au lieu de domicile et au lieu de travail à une échelle locale. En novembre 2011, seront mises à disposition de nouvelles séries sur les nouvelles zones d'emploi sur la période 1998-2008 pour l'emploi et 2003-2011 pour le chômage ;

- **les activités de géoréférencement** de données infra-communales issues d'enquêtes ou de sources administratives connaîtront de nouveaux développements : l'enrichissement des indicateurs et des outils d'analyses concernant les territoires de la politique de la ville ; la diffusion de nouvelles données statistiques par carreau (maille de 200mx200m).

Il contribue à la définition, la production et l'actualisation des outils et référentiels nécessaires à **la cohérence du système d'informations statistiques régionales et locales**, essentiellement sous deux formes :

- la tenue des **zonages d'études** de la statistique publique (cf. travaux nouveaux) ;
- la constitution d'un socle **d'indicateurs de référence** par domaine et par échelle géographique.

En 2012 seront poursuivis les travaux de mutualisation d'opérations régionales et de mise à disposition d'un socle d'indicateurs de référence : tableaux économiques régionaux en 2011 mis à disposition sur insee.fr, notes de conjoncture et bilans économiques et sociaux prévus en 2012. Les **indicateurs territoriaux du développement durable** et les **indicateurs sociaux départementaux** mis en ligne en 2011 seront actualisés.

1.3. La mise à disposition de l'ensemble des données régionales et locales via le site insee.fr

Enfin la Direction de la diffusion et de l'action régionale assure la mise à disposition des statistiques régionales et locales principalement via le **site insee.fr** et conduit auprès des usagers les actions d'accompagnement liées à ses enrichissements successifs :

- depuis son ouverture en février 2008, l'espace « **statistiques locales** » du **site insee.fr** est régulièrement actualisé et enrichi de nouvelles sources, notamment avec l'introduction en juillet 2010 du **niveau géographique EPCI** (établissements publics de coopération intercommunale) dans le module cartographique comme un nouveau maillage de cartographie, et parmi les zonages d'aide à la sélection géographique. **Des animations sont désormais disponibles pour faciliter les comparaisons des pyramides des âges par département et par région observées de 1990 à 2007 et projetées jusqu'en 2040.**

- l'espace « **données infracommunales par quartier** » met à disposition depuis 2008 les données géoréférencées issues de sources administratives, du recensement ou d'enquêtes, portant sur la population des quartiers Iris des communes de plus de 10 000 habitants, des zones urbaines sensibles (ZUS) de la métropole et de la Réunion, ainsi que des quartiers CUCS (contrats urbains de cohésion sociale) de la métropole. Cet espace propose depuis fin 2011 des données de population sur une maille géographique de carreaux de 200mx200m.

- chaque année en décembre, depuis 2008 : la mise à disposition des **populations légales par commune (décembre n pour les populations n-2)**
- chaque année en juillet de l'année n : publication des **résultats du recensement de population n-3** suivant un calendrier resserré
 - o 1^{er} juillet : chiffres clés, tableaux détaillés et bases de données téléchargeables au niveau communal et supracommunal
 - o octobre : fichiers détail anonymisés et bases de données sur les flux de mobilité, bases téléchargeables à l'Iris.

- En juin 2011, un nouveau service de diffusion de données infracommunales du RP sur des territoires personnalisés a été mis en place en direction des organismes ayant une mission de service public. Ces zones à façon (ZAF) ne peuvent être construites que dans les communes de plus de 10 000 habitants, elles doivent comprendre plus de 1 000 logements.

2. Principaux travaux nouveaux pour 2012

2.1. La fin de l'actualisation des zonages d'étude de la statistique publique

La disponibilité des résultats du nouveau recensement depuis juillet 2009 a rendu nécessaire et possible l'actualisation des zonages de référence tenus par le service statistique public.

Sur la base des premières réflexions et recommandations du groupe de travail du Cnis présidé par Francis Cuillier présentées dans son rapport examiné lors de cette séance, ont été actualisées en 2011 les **Unités urbaines, puis les aires urbaines** sous la maîtrise d'ouvrage de l'Insee ; les **zones d'emploi** sous la maîtrise d'ouvrage de la Dares, aux ministères chargé du travail et de l'emploi. Le dernier volet de ces actualisations portera sur les bassins de vie, qui seront mis à disposition mi-2012 avec les résultats du recensement de 2009,

2.3. Un nouveau cycle d'extensions régionales d'enquêtes sur l'innovation CIS

La première enquête nationale et communautaire « Community Innovation Survey » (CIS2008), réalisée en 2009, s'est accompagnée d'extensions régionales dans 7 régions ; la plupart des résultats ont été publiés en 2010-2011. Le principe d'extensions, coordonnées par le Pôle d'ingénierie statistique entreprises, est consolidé en 2011 avec la réalisation d'extensions régionales dans 7 régions métropolitaines (Île-de-France, Haute-Normandie et Franche-Comté qui en avaient déjà réalisé une en 2008, Bretagne, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Poitou-Charentes) et 3 DOM (Martinique, Guadeloupe et Réunion). Les résultats devraient paraître en octobre 2012, en coordination avec les résultats nationaux.

La grande nouveauté de cette enquête sera d'estimer les principaux indicateurs d'innovation pour les régions ne réalisant pas d'extension grâce à la méthode des « petits domaines ». Les principales applications de cette méthode ont jusqu'alors été dans le domaine des enquêtes ménages (voir plus bas). Il s'agit donc là de transposer la méthode sur une enquête auprès des entreprises.

2.4. Les extensions régionales des enquêtes « IVQ » et « logement »

À l'instar des enquêtes « entreprises », un principe de coordination existe pour la réalisation des extensions régionales d'enquêtes « ménages ». Ce principe a été appliqué à l'enquête « Information et Vie quotidienne » (IVQ) de 2011 : en 2010-2011 ont été réglés l'harmonisation des dispositifs partenariaux (coût et conventionnement), le tirage des échantillons et la préparation de la collecte (programmée au 3e trimestre 2011). En 2012 se poursuivront les travaux coordonnés d'exploitation des données.

Un comité de coordination sera prochainement mis en place pour les extensions (régionales ou locales) de l'enquête logement prévue en 2013.

2.5. Les exploitations d'enquêtes nationales par « petits domaines »

Début 2012 paraîtront les travaux réalisés à partir de l'enquête « Handicap-Santé » de 2008, pour bâtir - à la demande de la CNSA - des indicateurs de prévalence du handicap par département. Ces travaux sont réalisés par la DDAR en collaboration avec la Drees et l'UMS.

Annexe 1

Extensions régionales d'enquêtes nationales et enquêtes régionales 2011-2013

1- Extensions régionales d'enquêtes nationales et enquêtes régionales « ménages »

En 2011 :

France métropolitaine

- Cinq directions régionales de métropole réalisent une extension régionale de l'enquête nationale « Information et Vie quotidienne » (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord Pas de Calais, Haute-Normandie, Île-de-France, Picardie).
- La DR d'Ile de France a réalisé une extension de l'enquête Famille et Logement, enquête nationale adossée au recensement, sur la ville de Paris.

Outre-mer

- les directions inter-régionales d'Outre-mer poursuivent en 2011 leurs travaux spécifiques sur les enquêtes de flux touristiques
- elles poursuivent également l'adaptation des enquêtes nationales réalisées en métropole :
 - o l'enquête « Information et Vie quotidienne » est réalisée à la Réunion ;
 - o l'enquête « Technologies de l'Information et de la Communication » est réalisée comme en 2010 à la Réunion et à la DIRAG ;
 - o l'enquête « Emploi » est réalisée comme en 2010 à la Réunion et à la DIRAG ;
 - o l'enquête « loyers et charges » est réalisée en 2011 en Guadeloupe ; un bilan doit être réalisé pour savoir quelle suite on lui donne pour les prochaines années.
 - o la DR de la Réunion réalise en outre l'enquête « cadre de vie et sécurité », concomitamment avec la métropole en janvier-avril 2011.

En 2012 :

France métropolitaine

- Aucune extension d'enquête « ménages » n'est prévue en 2012.
- La DR Poitou-Charentes envisage une reproduction de l' « enquête expérimentale sur la qualité de la vie 2012 », enquête réalisée par questionnaire auto-administré sur Internet.

Outre-mer

- les directions inter-régionales d'Outre-mer poursuivront en 2012 leur travaux spécifiques sur les enquêtes de flux touristiques
- elles poursuivront également l'adaptation des enquêtes nationales réalisées en métropole :
 - o l'enquête « Information et Vie quotidienne » sera réalisée à Mayotte ;
 - o l'enquête « Technologies de l'Information et de la Communication » sera réalisée à la Réunion et à la Dirag ;
 - o l'enquête « Emploi » sera réalisée à la Réunion et à la Dirag ;
 - o enfin, la Direccte de la Réunion finance une extension régionale de l'enquête « conditions de travail ».
- la Réunion réalisera une enquête sur les « freins à la mobilité des 16-34 ans », volet complémentaire à l'enquête emploi.

En 2013 :

- L'enquête logement 2013 pourrait donner lieu à des extensions régionales (ou locales) ; plusieurs DR ont manifesté un intérêt pour réaliser des extensions (Pays-de-la-Loire, Nord-Pas-de-

Calais, Ile de France, Poitou-Charentes) ; un comité de coordination devrait être prochainement constitué, à l'instar du comité mis en place pour la coordination des travaux relatifs aux extensions de l'enquête IVQ. La première mission du comité de coordination consistera à tirer les enseignements des extensions de l'enquête de 2006, qui avaient été réalisées par les DR de Bretagne, Corse, Île-de-France, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Guadeloupe et Réunion. Les 5 DOM sont également très intéressés.

- L'enquête emploi devrait avoir lieu à Mayotte et passer en continu dans les 4 autres DOM.

2- Extensions régionales d'enquêtes « entreprises » et enquêtes régionales « entreprises »

En 2011 :

- Sept directions régionales de métropole (Île-de-France, Haute-Normandie et Franche-Comté Bretagne, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Poitou-Charentes) et 3 DOM (Martinique, Guadeloupe et Réunion) réalisent une extension régionale de l'enquête « CIS 2010 » dont la collecte se déroule au dernier trimestre 2011.

- Toutes les directions régionales de métropole (y compris Corse depuis 2011) et les 5 DOM poursuivent la réalisation des extensions des enquêtes de fréquentation hôtelière. Les DR de Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon poursuivent les enquêtes spécifiques auprès des autres hébergements collectifs. La DR de Languedoc Roussillon réalisera en outre une enquête auprès des meublés. Les 5 DOM réalisent en plus une enquête de flux aux aéroports.

- Trois directions régionales réalisent des enquêtes de filiales : une enquête Aéronautique et Spatial en Midi-Pyrénées - Aquitaine avec Aerospace Valley, une enquête sur la filière automobile en Nord-Pas-de-Calais.

- Enfin, la DR de Midi-Pyrénées poursuit l'extension de l'enquête de conjoncture dans le bâtiment.

- Pour SINE 2006, six directions régionales (Bourgogne, Centre, Franche-Comté, Limousin, Guadeloupe et Rhône-Alpes) ont prévu de réaliser une extension de l'enquête SINE 2006 (Vague 3). Six directions régionales qui avaient réalisé la 2^{ème} vague de l'enquête en 2009 se sont retirées du dispositif.

En 2012 :

- Toutes les directions régionales de métropole (y compris Corse depuis 2011) et les 5 DOM devraient poursuivre la réalisation des extensions des enquêtes de fréquentation hôtelière ; un groupe de travail « Tourisme » est mis en place pour définir les conditions d'une nouvelle offre régionale à compter de l'année 2013.

Les DR de Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon poursuivent les enquêtes spécifiques auprès des autres hébergements collectifs. La DR de Languedoc Roussillon réalisera en outre une enquête auprès des meublés.

- Trois directions régionales poursuivront les enquêtes de filiales : une enquête Aéronautique et Spatial en Midi-Pyrénées - Aquitaine avec Aerospace Valley, une enquête sur la filière automobile en Nord-Pas-de-Calais. Côté nouveau projet, l'Île-de-France a un projet d'enquête de filière dans l'aérospatial avec le pôle Astech. La Guyane souhaiterait réaliser à nouveau une enquête sur le spatial avec le CNES, la dernière datant de 5 ans.

- La DR de Midi-Pyrénées poursuivra l'extension de l'enquête de conjoncture dans le bâtiment.

- Une enquête sur les entreprises aura lieu à Mayotte

En 2013 :

Est prévue la 2^e vague de l'enquête SINE 2010. 9 directions régionales (Champagne-Ardenne, Corse, Franche-Comté, Poitou-Charentes, PACA, Réunion, Limousin, Pays-de-la-Loire, Centre) ont réalisé une extension pour la 1^e vague, avec des conventions de partenariat couvrant les 3 vagues. Sauf exception, elles réaliseront donc également la 2^e vague.

Publications parues en 2010-2011
comme suite à des enquêtes régionales ou à des extensions régionales d'enquêtes
(hors fréquentation touristique)

Enquêtes de filière

[La filière automobile en Nord-Pas-de-Calais : ses acteurs face à la crise](#)
[La construction aéronautique et spatiale: fleuron de l'industrie en Aquitaine](#)
[La filière automobile en Nord-Pas-de-Calais : les relations entre les acteurs régionaux](#)

CIS (Innovation)

[La Corse surtout tournée vers l'innovation non technologique](#)
[L'innovation dans les PMI haut-normandes - Une dynamique d'innovation relativement faible dans les petites structures industrielles](#)
[La machine à innover des PME franciliennes : un rendement perfectible au regard du potentiel élevé](#)
[Innovation en Nord-Pas-de-Calais : un potentiel à optimiser](#)
[L'innovation en Pays de la Loire : l'industrie ne manque pas d'atouts](#)
[Les PME de Provence-Alpes-Côte d'Azur en déficit d'innovation](#)
[L'innovation bénéficie principalement à l'environnement \(Franche-Comté\)](#)

Logement

[Les dépenses de logement en 2006 : une facture moins salée en Bretagne](#)
[L'impact des événementiels touristiques en Lorraine : une évaluation par la fréquentation quotidienne](#)

Flux touristiques

[Enquête Flux Touristiques 2009 à Mayotte : Près de 50 000 touristes à Mayotte](#)
[Les touristes satisfaits de leur séjour, même s'ils le trouvent trop cher \(Réunion\)](#)
[Tourisme hiver 2008-2009 : les hébergements collectifs s'en sortent mieux que les hôtels \(Rhône-Alpes\)](#)
[Déplacements quotidiens en Midi-Pyrénées : la voiture reste en pôle position](#)

Handicap-santé

[Handicap, incapacité et dépendance dans les Hauts-de-Seine : une mosaïque de situations](#)
[Le handicap à travers ses multiples approches](#)
[Handicap ou incapacité des 20-59 ans dans les Hauts-de-Seine : une personne sur deux aidée pour les actes de la vie quotidienne](#)
[Handicap ou incapacité des 20-59 ans dans les Hauts-de-Seine : l'insertion professionnelle plus difficile que l'insertion sociale](#)
[Les situations de handicap, une question d'âge \(Rhône-Alpes\)](#)
[Le handicap à travers ses multiples approches \(Nord-Pas-de-Calais\).](#)

Enfin on peut noter la publication des « [Résultats de l'enquête comparaison spatiale des prix Corse-Continent 2010](#) ».

Annexe 2

Publications 2009-2010-2011 avec composante territoriale dans les collections nationales de l'Insee

Collection « Insee Première »

[Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010. Poursuite de la périurbanisation et croissance des grandes aires urbaines](#)

Octobre 2011- N° 1375

[Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010. 95 % de la population vit sous l'influence des villes](#)

Octobre 2011- N° 1374

[La population active en métropole à l'horizon 2030 : une croissance significative dans dix régions](#)

Octobre 2011 - N° 1371

[Le découpage en unités urbaines de 2010 - L'espace urbain augmente de 19 % en une décennie](#)

Août 2011 - N° 1364

[Un habitant de pôle urbain émet deux fois moins de CO2 que la moyenne pour se rendre à son lieu de travail ou d'études](#)

Juin 2011 - N° 1357

[Aides sociales à l'insertion et aux personnes âgées - Les situations contrastées des départements](#)

Avril 2011 - N° 1346

[Le « tiers secteur », un acteur économique important - 10 % de l'emploi salarié dans les coopératives, mutuelles, associations et fondations](#)

Mars 2011 - N° 1342

[Recensement de la population en Nouvelle-Calédonie en 2009 - 50 000 habitants de plus en 13 ans](#)

Février 2011 - N° 1338

[Vivre en deçà de la frontière, travailler au-delà](#)

Février 2011 - N° 1337

[Un maillage du territoire français - 12 aires métropolitaines, 29 grandes aires urbaines](#)

Janvier 2011 - N° 1333

[La population des zones urbaines sensibles](#)

Décembre 2010 - N° 1328

[La population des régions en 2040 : les écarts de croissance démographique pourraient se resserrer](#)

Décembre 2010 - N° 1326

[Des spécificités socioprofessionnelles régionales](#)

Octobre 2010 - N° 1317

[Les revenus des ménages entre 2002 et 2007 : un rééquilibrage entre territoires mais des disparités dans les pôles urbains](#)

Août 2010 - N° 1309

[Les services marchands aux particuliers s'implantent dans l'espace rural](#)

Juillet 2010 - N° 1307

[Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions](#)

Mai 2010 - N° 1295

[Le commerce de proximité](#)

Mai 2010 - N° 1292

[Une cartographie de l'emploi régional d'après le recensement de la population de 2006](#)

Février 2010 - N° 1280

[Les inégalités de revenus entre les DOM et la métropole](#)

Février 2010 - N° 1279

[Répartition géographique des emplois - Les grandes villes concentrent les fonctions intellectuelles, de gestion et de décision](#)

Février 2010 - N° 1278

[Jeunes et territoires - L'attractivité des villes étudiantes et des pôles d'activité](#)

Janvier 2010 - N° 1275

[Départs du marché du travail dans les régions à l'horizon 2020 - Le papy-boom n'explique pas tout](#)

Septembre 2009 - N° 1255

[Dans les grandes agglomérations, la mobilité quotidienne des habitants diminue, et elle augmente ailleurs](#)

Juillet 2009 - N° 1252

[Wallis et Futuna : Recensement de la population de 2008 - 10 % d'habitants en moins depuis 2003](#)

Juillet 2009 - N° 1251

[Recensement de la population de 2006 - Les migrations entre départements : le Sud et l'Ouest toujours très attractifs](#)

Juillet 2009 - N° 1248

[À la campagne, comme à la ville, des commerces traditionnels proches de la population](#)

Juin 2009 - N° 1245

[La croissance périurbaine depuis 45 ans - Extension et densification](#)

Juin 2009 - N° 1240

[Mayotte : Recensement de la population de 2007 - Une population multipliée par quatre en 30 ans](#)

Avril 2009 - N° 1231

[Recensement en Polynésie française 2007 : la croissance de la population ralentit depuis 2002](#)

Mars 2009 - N° 1230

[L'économie sociale emploie un salarié sur dix en 2006](#)

Février 2009 - N° 1224

[Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2007 - Formation et emploi des jeunes dans les régions françaises](#)

Janvier 2009 - N° 1219

[Recensement de la population de 2006 - La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes](#)

Janvier 2009 - N° 1218

[La population légale des communes - 63 235 568 habitants au 1er janvier 2006](#)

Janvier 2009 - N° 1217

Revue « Économie et statistique »

[Lieu de résidence et discrimination salariale : le cas des jeunes habitant dans une zone urbaine sensible](#)

Janvier 2011 - N° 433-434

[Aides sociales locales, revenu de solidarité active \(RSA\) et gains du retour à l'emploi](#)

Août 2010 - N° 429-430

[Globalisation et flux d'emploi : que peut dire une approche comptable ? - L'impact d'exonérations fiscales sur la création d'établissements et l'emploi en France rurale : une approche par discontinuité de la régression - Réduction et crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile, conséquences incitatives et redistributives - Les incitations fiscales aux dons sont-elles efficaces ?](#)

Mai 2010 - N° 427-428

[Productivité, institutions et politique économique - Économie et Statistique 419-420](#)

[Économies d'agglomération et productivité des entreprises : estimation sur données individuelles françaises](#)

Août 2009 - N° 419-420

[Disparités territoriales - Économie et Statistique n°415-416](#)

Mars 2009 - N° 415-416

Collection « Insee Références »

[Emploi et salaires - Insee Références - Édition 2011](#)

Emploi et salaires - mai 2011

[La France et ses régions - Insee Références - Édition 2010](#)

La France et ses régions - juin 2010

[Les salaires en France - Insee Références web - Édition 2010](#)

Les salaires en France - février 2010

[Le tourisme en France - Édition 2008](#)

Le tourisme en France - mai 2009

Collection « Insee Résultats »

[Statistiques d'état civil sur les naissances en 2010](#)

Septembre 2011 - N° 123 soc

[La situation démographique en 2009](#)

Juin 2011 - N° 122 soc

[Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2009 : la génération 2006 trois ans après](#)

Février 2011 - N° 51 eco

[Population immigrée - Population étrangère - Exploitation complémentaire du recensement de la population 1999 en France métropolitaine](#)

Février 2011 - N° 121 soc

[Statistiques d'état civil sur les mariages en 2009](#)

Novembre 2010 - N° 115 soc

Cnis - Territoires
Programme statistique 2012

[L'emploi départemental et sectoriel \(1989-2008\) - Le chômage départemental \(1982-2009\)](#)

Novembre 2010 - N° 114 soc

[Statistiques d'état civil sur les décès en 2009](#)

Octobre 2010 - N° 113 soc

[Les agents de l'État au 31 décembre 2008](#)

Octobre 2010 - N° 112 soc

[Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2008](#)

Octobre 2010 - N° 111 soc

[Statistiques d'état civil sur les naissances en 2009](#)

Juillet 2010 - N° 110 soc

[La situation démographique en 2008](#)

Juillet 2010 - N° 109 soc

[L'emploi dans les collectivités territoriales au 31 décembre 2006, 2007 et 2008](#)

Avril 2010 - N° 108 soc

[Les agents de l'État au 31 décembre 2006 et 2007](#)

Mars 2010 - N° 107 soc

[La situation démographique en France : estimations définitives de population et des indicateurs démographiques de 1999 à 2006](#)

Février 2010 - N° 106 soc

[Enquête emploi en continu 2008](#)

Janvier 2010 - N° 104 soc

[Statistiques d'état civil sur les décès en 2008](#)

décembre 2009 - N° 103 soc

[Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2007](#)

novembre 2009 - N° 101 soc

[Statistiques d'état civil sur les mariages en 2008](#)

Novembre 2009 - N° 100 soc

[Les salaires des agents de l'État au 31 décembre 2005, 2006 et 2007](#)

Novembre 2009 - N° 99 soc

[L'emploi dans les collectivités territoriales au 31 décembre 2005, 2006 et 2007](#)

Septembre 2009 - N° 98 soc

[Statistiques d'état civil sur les naissances en 2008](#)

Août 2009 - N° 97 soc

[Recensement général de la population du Territoire des îles de Wallis et Futuna \(21 juillet 2008\)](#)

Juillet 2009 - N° 96 soc

[L'emploi départemental et sectoriel \(1989-2007\) - Le chômage départemental \(1982-2008\)](#)

Juillet 2009 - N° 95 soc

[Les agents de l'État au 31 décembre 2005 et 2006](#)

Avril 2009 - N° 93 soc

[Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2007 : la génération 2002 cinq ans après](#)

Janvier 2009 - N° 39 eco

[Statistiques d'état civil sur les décès en 2007](#)

Janvier 2009 - N° 91 soc

[L'emploi dans les collectivités territoriales au 31 décembre 2004, 2005 et 2006](#)

Janvier 2009 - N° 90 soc

Collection « Documents de travail »

[Panorama des villes moyennes.](#)

Août 2011 - n°H2011/01

[L'emploi salarié dans le secteur agricole en 2009](#)

Septembre 2011 - N° E2011/07

[Place-based tax exemptions and displacement effects: An evaluation of the Zones Franches Urbaines program](#)

Juillet 2011 - N° G2011/13

[Les facteurs explicatifs de la mortalité infantile en France et leur évolution récente. L'apport de l'échantillon démographique permanent.](#)

Juin 2011 - N° F1106

[Les flux migratoires externes de la Nouvelle-Calédonie de 1989 à 2009.](#)

Février 2011 - N° F1103

[L'apport des méthodes à noyaux pour mesurer la concentration géographique #Application à la concentration des immigrés en France de 1968 à 1999](#)

Juillet 2010 - N° G2010/11

[Le dispositif statistique de l'Insee dans le domaine du logement - État des lieux et évaluation comparée des sources](#)

Avril 2010 - N° F2010/02

[Emploi agricole : recensement et comparaison des sources #Exemple : rapprochement de l'enquête structure des exploitations et du fichier MSA non salariés](#)

Octobre 2009 - N° E2009/08

[Concentration géographique dans l'industrie manufacturière et dans les services en France : #une approche par un indicateur en continu](#)

Août 2008 - N° G2008/09

[Économies d'agglomération et productivité des entreprises : #estimation sur données individuelles françaises](#)

Mai 2008 - N° G2008/03

[Zones Franches Urbaines : quels effets sur l'emploi salarié et les créations d'établissements ?](#)

Janvier 2008 - N° G2007/11

Collection « Insee-méthodes »

[Le modèle de projection démographique Omphale 2010](#)

Février 2011 - N° 124

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration

Direction générale des collectivités locales (DGCL)

Département des études et des statistiques locales

1. Exposé de synthèse

Le département des études et statistiques locales recueille, contrôle, traite et analyse de l'information essentiellement de source administrative pour mettre à disposition des utilisateurs les statistiques et indicateurs sur les collectivités locales.

Les travaux -qui portent essentiellement sur le suivi des finances locales, l'intercommunalité et les agents de la fonction publique territoriale- prévus pour l'année 2012, s'inscrivent dans les orientations détaillées dans le programme à moyen terme.

Dans le domaine des **finances locales**, l'information recueillie par le département des études et des statistiques locales provient essentiellement de l'exploitation de documents administratifs, sous-produits de l'activité normale des pouvoirs publics : budgets primitifs et comptes administratifs, transmis aux préfets pour le contrôle de légalité, informations sur la fiscalité locale à partir des opérations de gestion de la DGFIP (fortement impactées par la réforme de la taxe professionnelle), données issues des fichiers de gestion comptables de la DGFIP avec laquelle un protocole d'échange a été établi, rapports aux Comités Techniques Paritaires présentés par les collectivités locales dans le cadre de la loi.

Les circuits d'acquisition et de contrôle des données seront rationalisés et les procédures raccourcies par une extension du recours aux données déjà dématérialisées.

L'effort sur les objectifs définis dans le programme à moyen terme sera poursuivi :

- rationalisation de l'acquisition des données par le traitement de masse des fichiers de gestion enrichis par des traitements ciblés sur les collectivités les plus importantes, ceci pour l'ensemble du secteur communal (toutes communes et intercommunalités à fiscalité propre) ;
- recherche de plus de cohérence entre le traitement des grandes et des petites communes d'une part, entre les comptes et les budgets d'autre part ;
- constitution de séries longues cohérentes sur les principaux agrégats et ratios ;
- mise au point de référentiels de comparaison sur des ensembles d'unités définis par d'autres critères que les strates démographiques.

L'attention se portera aussi sur les améliorations à apporter aux données de dépenses par fonction des comptes des administrations publiques locales, en liaison avec l'Insee et la DGT, pour obtenir des données plus pertinentes à un degré fin de la nomenclature et par niveau de collectivité (voir avis du Cnis).

La loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 va se traduire par la couverture complète du territoire par l'**intercommunalité** à fiscalité propre, par la réduction du nombre de syndicats en fonction des compétences déjà déléguées à d'autres groupements : les besoins d'études sur la rationalisation des périmètres induisent une forte demande d'analyse statistique sur l'intercommunalité.

Le système d'information sur l'intercommunalité permet la diffusion, par accès Internet à une base nationale, des informations statistiques sur l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), informations portant notamment sur la nature de l'EPCI, sa composition, ses compétences, sa nature juridique. Le dispositif d'information sera totalement rénové en 2012

Pour la **fonction publique territoriale (FPT)**, un des axes majeurs consiste à valoriser les informations rendues disponibles par la présentation de rapports standardisés par les collectivités territoriales à leur comité technique paritaire. Ces « bilans sociaux » apportent des informations sur la

structure détaillée des emplois (analysés aussi bien en termes statutaires, juridiques, administratifs, qu'en termes de conditions d'activité, de quotité de temps de travail...), mais aussi sur les mouvements de personnels, la formation, les absences au travail, la prévention et la sécurité... Les informations sur l'exercice 2011 pourront être exploitées dès la fin 2012 sur un échantillon de collectivités, suivant le dispositif adopté sur l'exercice 2009.

Lorsque nous disposerons d'un dispositif cohérent sur l'emploi et les salaires dans la FPT (SIASP), l'exploitation des éléments statistiques des 'Bilans sociaux' devrait s'orienter sur les thématiques non couvertes par ailleurs. On visait à construire un système de recueil (et de diffusion) d'information sur un schéma pluri annuel permettant de couvrir les questions d'organisation du temps de travail, des conditions de travail, de formation, des concours et examens professionnels, des droits sociaux. Chaque thème devait pouvoir être approfondi à un rythme d'observation en cohérence avec le dispositif d'enquêtes qui est conduit par le service statistique en charge de la fonction publique d'État.

En complément, le Département souhaite poursuivre, à partir des expériences des années précédentes, la mise en place d'un dispositif léger de recueil par Internet de données de cadrage ou d'actualité sur la fonction publique territoriale auprès d'un échantillon de collectivités.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Pas plus que par le passé, le département ne prévoit en 2012 de réaliser d'enquêtes ni auprès des ménages, ni auprès des entreprises, ni même auprès des collectivités locales, au sens où l'entend le comité du label du Cnis.

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

Le DESL, en réorganisant ses moyens, a prévu de s'insérer pour la partie Fonction publique territoriale dans le dispositif SIASP pour l'exploitation statistique des DADS.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2012

Néant.

3. Opérations répétitives

Pas plus que par le passé, le département ne prévoit en 2012 de réaliser d'enquêtes ni auprès des ménages, ni auprès des entreprises, ni même auprès des collectivités locales, au sens où l'entend le comité du label du Cnis.

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquêtes			
Exploitation de fichiers administratifs (DGFIP)			
Exploitation des comptes de gestion des collectivités territoriales	DESL		Communes et groupements
Exploitation des états fiscaux des collectivités territoriales	DESL		Communes et groupements
Exploitation des états budgétaires des collectivités territoriales	DESL		
Autres travaux répétitifs			

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « territoires »

Par définition, l'ensemble des activités de la DGCL se rapporte à la dimension régionale et locale de la vie publique. Toutefois, compte tenu des effectifs réduits du service statistique, il n'est pas prévu de travaux relatifs à un territoire particulier. La priorité sera donnée à la mise à disposition des acteurs locaux des données concernant leur propre territoire.

La recherche de collaborations interministérielles comme celle déjà mise en œuvre pour les zonages à travers le site www.territoires.gouv.fr/zonages sera poursuivie.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sous réserve de la qualité de la ventilation fonctionnelle des comptes des administrations publiques locales les données que le DESL diffuse sur son domaine peuvent contribuer à la connaissance quantitative ou qualitative de l'environnement ou du développement durable, dans la mesure où il s'agit d'interventions des collectivités locales apparaissant dans leur budget.

Le département publie les données de fiscalité concernant les ordures ménagères (taxe et redevance). Il est en rapport avec le SOeS (Meddem) pour échanger sources et informations de contexte.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Le DESL, par ses synthèses des comptes des départements notamment et plus largement des collectivités locales fournit les données financières aux dispositifs d'observation et de suivi des politiques sociales publiques, pour la part importante qui relève d'une politique publique locale.

La qualité de la ventilation fonctionnelle des comptes des administrations publiques locales est essentielle à cet égard.

5.4. Aspects «européens »

Sans objet : la contribution à la statistique européenne en matière de finances publiques locales, d'emploi public local ou des structures territoriales relève d'autres unités que le DESL.

6. Diffusion des travaux

Dans la continuité des orientations précédentes, la politique de diffusion du DESL consiste à mettre en ligne au plus tôt la totalité des données disponibles, soit une masse de plus en plus importante de données téléchargeables sous formes de listes et de tableaux de résultats dans les formats courants pour les utilisateurs.

Enfin, un effort est fait également sur l'aspect cartographique sur les intercommunalités.

Les publications d'analyse des comptes et budgets se font maintenant seulement sous forme électronique.

Le Bulletin d'information statistique (BIS) voit donc son rôle de présentation synthétique des résultats renforcé tout en pouvant traiter en plus d'études transversales ou rétrospectives.

L'ouvrage annuel « Les collectivités locales en chiffre » reste diffusé en ligne et sous forme d'ouvrage relié. Profondément remanié en 2009, il garde son objectif de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales, tout en maintenant des séries longues sur les divers sujets.

Le calendrier envisagé pour 2012 est structuré en fonction du cycle courant de disponibilité des sources.

- Données de l'intercommunalité au 1^{er} janvier, au début du 1^{er} trimestre.
- Synthèse annuelle 'Collectivités locales en chiffres' en février-mars
- Synthèse annuelle 'rapport de l'OFL [hors programme statistique mais avec une très forte contribution du SSM] en juillet - septembre
- Synthèse exhaustive sur les budgets et la fiscalité prévisionnelle de l'année en cours, en début d'automne.
- Vision des comptes définitifs de l'année précédente avant la fin de l'année courante pour les régions et départements, suivie à quelques mois pour le secteur communal.
- Données sur la Fonction publique territoriale issues de SIASP 2009 et 2010..

La liste des publications diffusées effectivement en 2010 et 2011 est jointe en annexe.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Système d'information statistique sur la Fonction publique territoriale	DESL		DESL a réorganisé ses moyens a effectif constant pour contribuer à SIASP	

Annexe - Liste des publications diffusées effectivement en 2010-2011

Titres et liens	D	Enquêtes concernées	Date de la diffusion	Remarques
Bilan statistique de l'intercommunalité au 1.1.2010	2		Février 2010	
BIS 71 : L'intercommunalité à fiscalité propre au 1.1.2009	3		Mars 2010	
Collectivités locales en chiffres 2010	3		Mars 2010	
Les finances des régions (CA2008)	2		Mars 2010	
Les finances des départements (CA2008)	2		Mars 2010	
Les finances des communes de plus de 10000 habitants (CA2008) Les finances des communes de plus de 10000 habitants (CA 2008) Les finances des groupements de communes (CA 2008)	2		Mai 2010	
BIS 72 : les compétences transférées dans les départements et les régions : retour sur la décentralisation	4		Juin 2010	
La fiscalité directe 2010 des régions La fiscalité directe 2010 des départements	2		Juin 2010	
Rapport de l'Observatoire des finances locales 2010	4		Juillet 2010	
BIS73 : les dépenses du secteur communal en 2008	4		Juillet 2010	
BIS74 : les dépenses des communes de moins de 500 habitants en 2008	4		Juillet 2010	
Guide de la fiscalité locale 2009	2		Août 2010	
BIS 75 : Les effectifs des collectivités territoriales de 1998 à 2008	4		Août 2010	
BIS76 : Les budgets primitifs des collectivités locales en 2010	4		Septembre 2010	
Les taux de fiscalité directe votés en 2010 par les communes de 10000 hab et plus	2		Octobre 2010	
Les taux de fiscalité directe votés en 2010 par les communautés urbaines Les taux de fiscalité directe votés en 2010 par les communautés d'agglomération	2		Octobre 2010	
Les budgets primitifs 2010 des départements Les budgets primitifs 2010 des régions	2		Octobre 2010	
Les budgets primitifs 2010 des communes Les budgets primitifs 2010 des groupements à fiscalité propre	2		Octobre 2010	
BIS77 : 2010 année de transition pour la fiscalité directe locale	4		Novembre 2010	
BIS78 : les agents sur emploi permanent dans les collectivités territoriales en 2009	4		Décembre 2010	
Bilan statistique de l'intercommunalité au 1/1/2011	2		Février 2011	
Les finances des départements en 2009 Les finances des régions en 2009	2		Mars 2011	
Collectivités locales en chiffres 2011	3		Mars 2011	
Les finances des régions (CA2009)	2		Mars 2011	
Les finances des départements (CA2009)	2		Mars 2011	
BIS79 : L'intercommunalité en 2011			Mars 2011	
Les finances des communes de plus de 10000 habitants (CA2009) Les finances des communes de plus de 10000 habitants (CA 2009)	2		Mai 2011	

Titres et liens	D	Enquêtes concernées	Date de la diffusion	Remarques
Les finances des groupements (CA2009)	2		Juin 2011	
BIS 80 : les finances départementales sensibles à la conjoncture économique	4		Juillet 2011	
BIS81 : La structure des budgets régionaux s'est modifiée depuis 2004	4		Juillet 2011	
Rapport de l'Observatoire des finances locales 2011	4		Juillet 2011	
BIS82 : les petites communes touristiques des budgets deux fois plus importants, en ressources et en dépenses	4		Juillet 2011	
BIS83 : stabilisation des effectifs sur emplois permanents dans la FPT en 2009	4		Août 2011	
BIS84 : Les budgets primitifs des collectivités locales en 2011	4		Septembre 2011	
Les taux de fiscalité directe votés en 2011 par les communautés urbaines , les communautés d'agglomérations, les communes de 10 000 habitants et plus	2		Octobre 2011	
Les budgets primitifs 2011 des départements Les budgets primitifs 2011 des régions Les budgets primitifs 2011 des communes	2		Octobre 2011	

Ministère de la Ville

Secrétariat général du Comité Interministériel des Villes

1. Exposé de synthèse

La sous-direction des études statistiques et de l'évaluation du Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes (SG-CIV) développe un système d'information sur les quartiers de la politique de la ville et contribue à l'évaluation de cette politique publique.

L'infrastructure d'observation actuelle du SG-CIV repose pour l'essentiel sur des exploitations territoriales des enquêtes du système statistique public et de sources administratives.

Elle permet en particulier de mettre à disposition des partenaires nationaux et locaux, des données d'observation sur les périmètres géographiques de la politique de la ville : les Zones urbaines sensibles (Zus), les Zones de redynamisation urbaine (ZRU), les Zones franches urbaines (ZFU) et, plus récemment, les quartiers en Contrat urbain de cohésion sociale (Cucs).

Elle alimente également de nombreuses études, publiées en particulier dans le rapport annuel de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) dont la S/DSESE assure le secrétariat permanent.

Les politiques de la ville sont mises en œuvre sur cinq champs prioritaires :

- l'accès à l'emploi et le développement économique ;
- l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie ;
- la réussite éducative et l'égalité des chances ;
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance ;
- l'accès à la santé.

Elles s'appuient en grande partie sur la mise en œuvre des politiques de droit commun, mais aussi sur quelques dispositifs spécifiques.

L'évaluation de cette politique s'articule donc très naturellement sur ses cinq axes et les outils statistiques sur lesquels s'appuie la SG-CIV pour mener à bien cette évaluation relèvent pour l'essentiel de la responsabilité de l'Insee ou des services statistiques compétents sur ces différents champs.

En matière d'emploi, sont principalement mobilisés l'enquête Emploi et les DEFM, mais aussi les travaux d'évaluation des politiques de l'emploi, et en particulier des dispositifs du plan de cohésion sociale, menés par la Dares.

Le dispositif portant sur la question de l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi, bénéficie également d'un partenariat entre le Céreq et le SG-CIV pour développer des études sur les liens entre ségrégation urbaine et insertion professionnelle des jeunes à partir des données géoréférencées des enquêtes Génération 1998 et 2004 du Céreq.

En matière de développement économique la disponibilité des fichiers Sirene, géoréférencé par l'Insee sur les quartiers Zus et ZFU et Clap, alimentent nombre d'études. Sont également mobilisées des données de l'Acoss.

C'est aussi un fichier géoréférencé par l'Insee, celui des revenus fiscaux localisés de la DGFiP, qui fournit la première information mobilisée en matière de revenus. Les fichiers sur les bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire et les allocataires CAF le complètent. L'enquête annuelle Revenus Fiscaux de l'Insee est également utilisée.

La question des conditions de vie est abordée à l'aide de l'enquête SRCV.

La disponibilité de l'enquête TéO nous a permis de mettre en chantier une étude sur les trajectoires sociales des habitants des quartiers, en lien avec leurs origines sociales et migratoires. L'exploitation du Panel Premiers Migrants de la Drees, réalisée en 2010, s'enrichira fin 2011, début 2012, de l'enquête Elipa.

L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (Anru) est chargée, sous la tutelle du SG-CIV, de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine. Le suivi de ces programmes est complété par une enquête annuelle auprès des chefs de projet locaux sur l'avancement physique des opérations de rénovation. Les fichiers de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) en charge de la promotion du développement et de la qualité du parc de logement social, sont également mobilisés par le SG-CIV. L'enquête logement de l'Insee complète le dispositif, du côté des bénéficiaires.

Dans le champ de la réussite éducative, les données sur la réussite scolaire sont issues des fichiers de la Depp. Ces données, concernent essentiellement les élèves scolarisés dans des établissements publics situés dans les Zones urbaines sensibles : effectifs selon le genre, l'origine sociale, la nationalité ; retards scolaires et redoublements, réussite aux examens nationaux (DNB et BAC). Des données sur la situation des établissements publics situés en Zus, également issues de fichiers de gestion de l'Éducation Nationale, sont également mobilisées.

2012 devrait voir se concrétiser l'élargissement aux établissements privés sous contrat et aux quartiers Cucs.

Mais la piste la plus prometteuse est celle de l'utilisation du géoréférencement par l'Insee de la base Elèves qui permettra progressivement de la passer d'une logique de localisation de l'établissement à celle du lieu de résidence de l'élève. Des contacts sont en cours avec la Depp pour que la valorisation de la base Elèves démarre dès 2011.

L'enquête Information et Vie Quotidienne et l'exploitation des données collectées au cours des Journées d'Appel Pour la Défense, si le géoréférencement est pris en charge par l'Insee, apporteront des éclairages particuliers sur la question de l'illettrisme.

En matière de prévention de la délinquance, la principale source administrative mobilisée est l'état 4001, statistique du Ministère de l'intérieur sur les crimes et délits constatés par les services de police et de gendarmerie. Depuis 2010 les données sont disponibles trimestriellement. L'enquête nationale de victimation, « Cadre de vie et sécurité », conduite par l'Insee et l'ONDRP permet de mesurer auprès des habitants la perception de leur quartier et de ses problèmes et les faits de délinquance dont ils ont été victimes.

Après l'exploitation du fichier Adeli des professionnels de santé en 2008 et 2009, de la cohorte SIRS 2005 (Santé, inégalités et ruptures sociales), de l'enquête Décennale Santé 2003 ou des Bilans de santé scolaire (enquêtes triennales en milieu scolaire – Drees, Depp, Dgesco, InVS), l'enquête Santé et Protection Sociale va être exploitée.

Une collaboration avec le Ministère des sports a renseigné sur l'équipement en la matière des quartiers de la politique de la ville, via l'exploitation du répertoire des équipements sportifs. Elle devrait se poursuivre sur le champ de la pratique sportive, à l'aide des fichiers de licenciés.

Ces analyses en matière d'équipements de santé et sportifs vont être complétées sur d'autres domaines en utilisant la Base Permanente des équipements de l'Insee, utilisée en 2009, à l'échelon des Iris, pour une première analyse de l'équipement des quartiers.

En matière de **production statistique, le SG-CIV a mis en place d'un panel de la politique de la ville** qui vient compléter son infrastructure d'évaluation. Cette enquête est mise en œuvre auprès d'une cohorte de 1 250 ménages résidant dans une quarantaine de quartiers de la politique de la ville. Ce suivi vise à mieux comprendre les trajectoires de ces ménages et à identifier l'impact sur leurs conditions de vie des politiques menées localement, ainsi qu'à porter un regard de long terme sur l'effet de ces politiques. Un autre enjeu de ce dispositif est de continuer à observer les ménages qui quittent les quartiers. Cette opération implique différents partenaires, grands institutionnels de la politique de la ville : Agence nationale pour la rénovation urbaine, Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, Caisse des dépôts et consignations, Plan Urbanisme Construction Architecture, Union Sociale pour l'Habitat.

La première vague de l'enquête a obtenu le label d'intérêt général début 2011 et se déploie actuellement sur le terrain. Trois autres vagues suivront.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Le SG-CIV déploiera en 2012 la seconde vague de l'enquête PPV.

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

La politique d'exploitation croissante des sources administratives à des fins statistiques, que ce soit par l'Insee ou par les SSM, et le développement du géoréférencement, enrichira les informations mobilisables par le SG-CIV sur son champ de compétences.

2012 devrait surtout voir une utilisation de la base Elèves de la DEPP, des fichiers des licenciés sportifs du ministère des sports et des JAPD.

La traduction des zonages de la politique de la ville en références cadastrales en cours au SG-CIV devrait simplifier l'utilisation statistique des fichiers fiscaux.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2012

Les sur-échantillons mis en place dans les enquêtes Famille-Logement et Logement permettront leur exploitation sur les quartiers de la politique de la Ville.

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Exploitation d'enquêtes			
Emploi	Insee		
Logement	Insee		
SRCV	Insee		
ERF(S)	Insee/DGFiP/Cnaf /Cnav/CCMSA		
CVS	Insee		
Enquête Anru sur les livraisons	Anru		
Exploitation de fichiers administratifs			
DEFM	Pôle Emploi /Insee		
Fichiers de suivi des dispositifs de politique de l'emploi ou de la politique de la ville ciblée sur l'emploi (exonérations ZFU)	Dares		
Sirene	Insee		
Clap	Insee		
Revenus fiscaux localisés	DGI/Insee		
Fichiers Cnam	Cnam/Insee		
Fichiers CAF localisés	Cnaf/Insee		
Fichiers de gestion de l'Anru	Anru		
	Anru		
Fichiers de gestion de l'Anah	Anah		
Fichier Adeli des médecins	DREES		
Fichiers de gestion de l'EN	DEPP		
Etat 4001	DGPN/DGGN		

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Le SG-CIV a engagé une démarche d'évaluation nationale de la politique de la ville appuyée sur un programme pluriannuel d'études coordonné par l'Observatoire national des ZUS.

Les travaux retenus portent essentiellement sur l'identification des effets propres de la politique de la ville et de ses programmes, ainsi que sur le développement d'une infrastructure d'observation raisonnée en fonction de l'objectif d'évaluation, le panel PPV.

6. Diffusion des travaux

Le SG-CIV établit annuellement à l'automne, le *rapport de l'Observatoire National des ZUS*, rédigé avec la collaboration de différents partenaires.

Les études et travaux qu'il réalise ou pilote peuvent également faire l'objet de publications. Selon le format ils font l'objet d'un *Onzus Infos* (4 à 8 pages) ou d'un *Document de l'Onzus*.

Annexe - Liste des publications

Publications 2008-2009-2010

Rapport 2010 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles – Novembre 2010

Documents de l'Onzus n°2, *Enquête sur le pilotage de la politique de la ville dans le cadre des Contrats Urbains de Cohésion Sociale* - – Juillet 2010

Rapport 2009 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles – Novembre 2009

Documents de l'Onzus n°1, *Les disparités sociales et territoriales de santé dans les quartiers sensibles* – Mai 2009

Rapport 2008 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles – Octobre 2008

Observation locale et politique de la Ville : note stratégique et guide méthodologique – Septembre 2008

Onzus Infos n°1, *Le niveau de vie des habitants des zones urbaines sensibles : enquêtes sur les revenus fiscaux des ménages, 2002-2005* – Juillet 2008

Publications en cours pour 2011

Onzus Infos n°2, *Les Zones Urbaines Sensibles en 2006*

Documents de l'Onzus n°3, *Caractéristiques et insertion professionnelle des jeunes issus des quartiers de la politique de la ville*

Documents de l'Onzus n°4, *Les centres commerciaux implantés dans les quartiers de la politique de la ville*

Documents de l'Onzus n°5, Evaluation des zones franches urbaines

Documents de l'Onzus n°6, *Qu'est-ce qu'un quartier en difficulté ?*

Onzus Infos n°3, *Les quartiers de la rénovation urbaine*

Extraits de programmes statistiques 2012 et autres services statistiques publics

Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire Service de la statistique et de la prospective (SSP)

Les opérations statistiques du SSP disposent toutes d'une dimension géographique et localisée.

Du côté des enquêtes auprès des exploitations agricoles, toutes possèdent une représentativité au moins régionale. Le recensement agricole, réalisé en 2010 et 2011, qui par nature doit recenser toutes les exploitations agricoles, est une opération statistique majeure pour la connaissance régionale et locale de l'agriculture. En 2012 le SSP et les services en charge des missions statistiques dans les directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche continueront d'exploiter les données collectées dans une optique d'analyse territoriale fine. Les données permettent en effet de mieux connaître, à des niveaux géographiques fins, les moyens de production engagés dans l'agriculture (force de travail, surfaces agricoles, cheptels), de mieux estimer l'impact des activités agricoles sur l'environnement immédiat (pression polluante des fertilisants, consommation d'eau, niveau de couverture des sols...) et de mieux cerner la diversification des activités des exploitations agricoles vers des activités de services locales (hébergements, vente directe).

Du côté des industries agricoles et alimentaires, des exploitations forestières et des scieries ainsi que des coopératives agricoles, le service statistique agricole utilise beaucoup la dimension géographique et localisée pour fournir régulièrement des analyses économiques pertinentes sur des territoires de façon à répondre à ses utilisateurs, notamment institutionnels, qui souhaitent des informations régionales comparables et cohérentes, en définissant un socle commun de tableaux, de graphiques et de cartes disponibles à cet échelon.

Enfin l'enquête Teruti-Lucas, qui décrit le territoire français, permet de connaître annuellement les différentes catégories d'occupation et d'usage de l'ensemble du territoire (agricole, naturel et urbanisé), au niveau national, régional et départemental (mais aussi à tout autre niveau défini géographiquement d'une surface suffisante), de suivre et quantifier les changements d'occupation et d'usage des sols et de la structure des paysages au fil du temps. Elle constitue également une source de données pour d'autres analyses et études, par exemple l'élaboration d'indicateurs agro-environnementaux ou d'indicateurs paysagers. Ainsi elle fournit l'indicateur d'artificialisation du schéma national de développement durable.

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement Service de l'observation et des statistiques Sous-direction des statistiques de l'énergie

Un groupe de travail sur les statistiques et l'information économique sur l'énergie dans les régions a été créé en 2003, impliquant tous les acteurs concernés (ex-Drire, Ademe, Conseils régionaux et Observatoires régionaux de l'énergie), pour notamment favoriser l'harmonisation de l'usage des méthodes de statistiques énergétiques au niveau local. Face aux besoins croissants d'information liés au développement des interventions locales dans la politique énergétique, ce chantier gagne en importance. Il s'inscrit dans la révision des relations du SOeS avec les régions, en s'appuyant plus sur le réseau des DREAL. Dans l'énergie, il faut signaler qu'il se heurte plus qu'ailleurs aux contraintes du secret statistique.

Suite aux lois Grenelle et à l'implication de plus en plus forte des élus locaux dans les problématiques énergétiques, la demande se fait plus forte pour des données locales. Après la mise en ligne de données sur les puissances raccordées en électricité renouvelable (prévue pour 2011), 2012

devrait voir la diffusion des consommations de gaz et d'électricité par commune telle que prévue par l'article 75 de la loi Grenelle 2.

Sous-direction des statistiques du logement et de la construction

La création par voie législative d'une mission de service public, à la charge de la profession notariale, de collecte, de centralisation et de diffusion de l'information relative aux mutations d'immeubles à titre onéreux a précisément pour objet de garantir l'exhaustivité des bases notariales de façon à permettre leur exploitation à l'échelon régional ou local.

Les sources Sitadel, ECLN, EPTB et Filocom, de par leur exhaustivité, se prêtent très bien à des exploitations au niveau régional ou local. L'assouplissement recherché des règles de secret pour l'enquête ECLN vise à pouvoir diffuser davantage d'informations qu'à présent à un niveau géographique fin. La réorganisation de la diffusion des statistiques issues de Filocom vise essentiellement à mieux satisfaire les besoins en information sur l'habitat au niveau local.

Sous-direction des statistiques des transports

L'analyse des transports à un niveau géographique plus détaillé que la métropole s'impose désormais, en particulier dans les démarches de territorialisation du Grenelle de l'environnement et de recherche d'indicateurs territorialisés de développement durable. La sous-direction des statistiques des transports recherchera, en collaboration avec les autres sous-directions du SOeS, la DGITM (direction des infrastructures de transports et de la mer), l'IGN, le Sétra et les directions inter-départementales des routes à mettre en place des indicateurs d'occupation de l'espace et de densité de trafic.

Sous-direction des méthodes et données pour le développement durable Sous-direction de l'information environnementale

Les trois orientations affichées pour le programme 2012 demeurent : enrichissement de Géoidd, amélioration du dispositif de géolocalisation et production en partenariat d'indicateurs de développement durable territoriaux.

En 2011, le SOeS aura recensé les besoins en matière de géolocalisation infra communale (XY ou bien maillage territorial régulier) qui peuvent concerner l'ensemble des domaines de son champ de compétence. Les travaux de géolocalisation seront poursuivis en 2012. Ils concernent notamment les informations permettant de mesurer et analyser l'étalement urbain sous l'angle de la construction (fichiers fonciers dits « Majic » et du cadastre), des déplacements et des transports.

Malgré ses limites, Corine Land Cover (CLC) constitue une pièce majeure pour la connaissance de l'occupation des sols. Les bases Corine Land Cover (CLC) et CLC haute résolution devront être livrées en 2013. En 2012, le SOeS, qui assure la maîtrise d'ouvrage déléguée de CLC, devra valider les couches haute-résolution (forêts, zones humides, imperméabilisation des sols, surfaces en eau, surfaces en herbes) et éventuellement proposer des corrections. Il devra également préparer le traitement des images CLC « classiques » programmé en 2013.

En 2012, le SOeS continuera de produire des fiches consacrées au thème de la ville durable, l'approche étant entendue au sens du périmètre des aires urbaines. En 2010, ces fiches mises à disposition sur le site Web du SOeS comportaient des informations issues de CLC et des enquêtes de recensement. En 2011, les informations disponibles sur les transports et les déplacements seront prises en compte. En 2012, les fiches seront enrichies d'informations relatives au logement et à la construction d'une part, à l'énergie d'autre part.

Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi
Insee- Direction des statistiques démographiques et sociales
Division "Conditions de vie des ménages"

Comme les années précédentes, l'enquête Technologies de l'information et de la communication sera collectée aux Antilles, en Guyane et à la Réunion, sans extension.

Il n'est en revanche pas prévu d'extension locale en métropole pour les enquêtes de la division.

Insee - Direction des Statistiques Démographiques et Sociales
Division Logement

Plusieurs directions régionales ont demandé à bénéficier d'une extension régionale (échantillonnage représentatif au niveau régional) de l'enquête Logement. La liste définitive n'est pas encore arrêtée mais les directions potentiellement intéressées sont : Ile de France, Nord-Pas de Calais, , Pays de Loire, Poitou-Charentes et les DOM.

Ces extensions doivent cependant répondre à une demande de nos partenaires régionaux et faire l'objet d'un financement complémentaire. Leur mise en œuvre effective sera décidée en 2011 par le Comité de pilotage de l'action régionale (Copar).

Dans le cadre du suivi des préconisations du groupe de travail sur le mal-logement de 2010-2011, la division a entamé avec le SOeS (service statistique du ministère de l'écologie) des travaux de comparaison entre Filocom et le recensement de la population sur les indicateurs de peuplement, le confort des logements et la vacance. Ces travaux seront poursuivis en 2012. Par ailleurs, des progrès seront recherchés dans l'articulation des travaux menés par les échelons

Insee - Direction des Statistiques Démographiques et Sociales
Division Revenus et patrimoine des ménages

Le projet de refonte du système d'information sur les revenus s'inscrit dans cet objectif d'amélioration de la connaissance localisée des inégalités de niveaux de vie et de la pauvreté. Mais, les fichiers fiscaux localisés continueront à être produits tant que le projet de refonte ne sera pas achevé.

Insee - Direction des statistiques d'entreprises
Département Synthèses sectorielles

Des extensions régionales sont réalisées pour les enquêtes sur les hébergements touristiques (actuellement les hôtels) dans le cadre de partenariats, de manière à disposer d'information sur des zones d'intérêt local.

Ministère de la fonction publique
Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation - DGAFP

Actualisation des travaux publiés en 2009 sur la localisation de l'emploi public en collaboration avec la Datar, en relation avec la révision générale des politiques publiques sous l'angle de la réorganisation de l'administration territoriale de l'État (Réate).

Par ailleurs, les travaux qui avaient été lancés en 2010 (accord du comité du secret statistique en mars 2010) dans le cadre du suivi de la réorganisation de l'administration territoriale de l'État aux fins d'exploiter à un rythme infra-annuel le fichier détail trimestriel issu d'Epure élaboré par l'Insee, n'ont pu être poursuivis faute des moyens nécessaires ; ces travaux pourraient être repris courant 2012.

Régionalisation de l'enquête sur les recrutements dans la fonction publique de l'État : poursuite.

**Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
Secrétariat général
Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - Depp**

Les travaux d'élaboration de nouveaux indicateurs synthétiques académiques de performance se poursuivront en 2012.

**Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
Mission des études, de l'observation et des statistiques - Meos**

La poursuite des travaux liés à l'exploitation des DADS permettra non seulement d'appréhender l'emploi associatif au niveau national, mais également aux niveaux régional et local.

**Ministère du travail, de l'emploi et de la santé
Sous direction « Emploi et marché du travail » - Dares**

Les services déconcentrés des Direccte n'interviennent plus dans la collecte des DMMO et Emmo depuis 2011.

Les services déconcentrés des Direccte n'interviendront plus dans la collecte de la DOETH à partir de 2013.

**Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA
Bureau des statistiques de la pêche et de l'aquaculture - BSPA**

Les statistiques de débarquements et de ventes des produits de la pêche peuvent être localisées selon le lieu de débarquement ou de vente. Les statistiques de captures sont ventilées par zone de pêche.

En ce qui concerne les données économiques sur la pêche, l'échantillon a une représentativité nationale mais le nouveau règlement européen demande de produire des données par « supra- région » (Atlantique-Manche-Mer du Nord / Méditerranée / autres régions). Le BSPA produit des résultats complets pour les supra-régions Atlantique et Méditerranée, partiels pour les autres régions.

Les statistiques sur la production aquacole peuvent être produites par région (ou regroupement de régions, selon le nombre d'entreprises concernées)

**Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.
Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques -
Département des études statistiques – Pôle Recherche**

Une enquête permet de connaître les dépenses des régions et départements en matière de R&D.

La DIRD (Dépense intérieure de recherche-développement) et les effectifs de chercheurs sont ventilés par région.

Ces données et des cartes sont disponibles sur le site REPERES.

Initié en 2009, un « kit Recherche » développé dans le cadre du Copar pour étendre l'offre de données régionales a été remis à jour fin 2010 et mis à disposition des Directions régionales de l'Insee. Il inclut de nouveaux indicateurs régionaux.

Enfin, la création des pôles de compétitivité et des différentes structures de recherche prévues dans la loi d'orientation de la recherche va accroître la demande de données régionales ou locales.

Contribution à l'outil de restitution d'indicateurs généraux sur la R&D en région (outil PAP-ESR).

Département des études statistiques – Enseignement supérieur

Élaboration d'un atlas des effectifs étudiants et d'un ensemble d'indicateurs régionaux de la Recherche et de l'Innovation. Diffusion d'indicateurs sur les universités. De nombreuses données sont diffusées par université.

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration Direction centrale de la police judiciaire - DCPJ

Mise à jour des « tableaux économiques régionaux » : résultats statistiques 2010 sur la délinquance constatée dans les régions administratives et les départements français (destinataire : l'institut national de la statistique et des études économiques -Insee).

Mise à jour des « tableaux de l'économie française » et de « l'annuaire statistique de la France » pour les données 2010 sur la délinquance constatée (destinataire : Insee)

Secrétariat général à l'immigration et à l'intégration Département des statistiques, des études et de la documentation

Cette préoccupation se situe essentiellement sous l'angle de l'étude des concentrations territoriales des immigrés, à partir notamment des données du recensement de la population. Plusieurs sources administratives permettent des informations localisées (par exemple : titres de séjour, visites médicales) et pourraient être mobilisées à la demande. Elles pourraient être combinées avec les données du RP.

Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales - ONDRP

L'ONDRP cherche, en matière de délinquance enregistrée, à déterminer les départements qui seraient les plus proches les uns des autres selon un profil dont la méthodologie est en cours d'élaboration. Il s'agit de proposer aux acteurs locaux un ensemble de départements auxquels il apparaîtrait le plus pertinent de se comparer.

L'ONDRP s'intéresse tout particulièrement aux Zones Urbaines Sensibles (ZUS), comme cela lui a été préconisé par son conseil d'orientation en novembre 2010 en citant explicitement l'enquête « Cadre de vie et sécurité » comme source à mobiliser. On rappelle qu'elle comprend un échantillon complémentaire qui est financé par l'Observatoire national des ZUS.

Pôle Emploi

Les travaux d'estimation et de publication régionale d'emploi seront poursuivis. Seront également poursuivis et approfondis les travaux d'élaboration et de diffusion d'indicateurs départementaux et régionaux sur la demande d'emploi en concertation avec la Dares et ses services déconcentrés.

Conformément à l'accord national cadre entre Pôle emploi et l'Alliance Ville Emplois, un ensemble de données relatives au marché du travail sera régulièrement fourni aux maisons de l'emploi par les directions régionales de Pôle emploi.

Caisse nationale d'assurance vieillesse - Cnav

La base documentaire Lotus regroupe les principales statistiques nationales et régionales. Cette base devrait être accessible par internet sur le site de la Cnav.

La mise à disposition des fichiers SNSP sur les retraités en stock et résidents par région permet aux statisticiens des Carsat de tirer les informations détaillées à des niveaux géographiques fins.

Mutualité sociale agricole - MSA

L'Observatoire Économique et Social (OES) et les tableaux de bord de la MSA fournissent des données au niveau cantonal, départemental ou régional. La diffusion des données est conforme au respect des obligations relatif au secret statistique.

Institut de prévention et d'éducation pour la santé - Inpes

Le Baromètre santé 2010 est un système d'observation nationale qui peut efficacement se décliner au niveau régional, à la fois en termes d'harmonisation des indicateurs (ils sont de fait strictement identiques d'une région à l'autre) et de rationalisation de la dépense publique (au lieu de monter des enquêtes régionales *ad hoc*, la déclinaison régionale d'un outil national, tel que décrite ci-dessous, permet une réelle économie d'échelle). Le Baromètre santé 2010 pourrait en effet devenir l'un des éléments du système d'information dont auront besoin les ARS pour leur pilotage régional et également la tutelle en termes de pilotage national.

Le Baromètre santé 2010 porte sur un échantillon de 28 000 individus. Contrairement à ce qui a été fait lors des exercices précédents, les suréchantillons régionaux ont pu être construits en complément des individus de l'enquête nationale, les deux échantillons étant agrégés (individus de la région issus de l'enquête nationale + individus issus d'un échantillon régional spécifique à la charge de l'ORS) en une base régionale. Cela offre la perspective d'échantillons régionaux beaucoup plus importants en taille que s'ils étaient constitués sur la seule base de financements régionaux. Au-delà de la diminution du coût global de leur enquête, un des gros avantages pour les ORS est de pouvoir avoir dans leurs échantillons les individus ou foyers avec « portables exclusifs » ce qui n'est possible dans le cadre d'une enquête régionale seule. Des extensions ont été opérées dans huit régions, parfois sur la population « jeune adulte ». Elles étaient à la charge des ORS et dépendantes de financements locaux.

En 2012, il est également prévu que le Baromètre santé soit décliné dans les DOM. Une étude méthodologique de faisabilité d'une extension du Baromètre santé dans les DOM-COM (notamment autour des problèmes de langue et de couverture téléphonique) est en cours, en lien étroit avec les équipes ayant déjà réalisé des enquêtes en population générale sur ces territoires, c'est-à-dire les instituts statistiques de ces territoires, les ORS des DOM et l'ORS IDF (qui a piloté un KABP sida dans les DFA il y a quelques années) pour bénéficier de leur expérience. Les extensions de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes (ENVEFF) à Mayotte, à la Réunion et en Polynésie française seront également mobilisées pour la compréhension des spécificités rencontrées sur ces terrains et des possibilités de s'y adapter.